

| الامتحان التجريبي الموحد للباكالوريا | | دورة ماي 2010 | |
|--------------------------------------|-------------|----------------------------|--------|
| 6 | المعامل | الاقتصاد العام و الإحصاء | المادة |
| 3س | مدة الانجاز | العلوم الاقتصادية والتدبير | الشعبة |
| | | العلوم الاقتصادية | المسلك |

Note :

- 0,5 point est consacré à la présentation de la copie
- Les trois dossiers sont indépendants

Dossier N° 1 : Le marché

Document 1

Quand le bâtiment va, tout va. C'est ce que préconisent les économistes pour juger de la bonne santé d'une économie.

Construire demande des matériaux: sables, hourdis, granulats, aciers, briques et ciments. Si les premiers sont disponibles en quantité suffisante même si leurs prix sont en hausse continue, le ciment, lui, se fait carrément désirer. Ciments du Maroc, Holcim Maroc et Asment. Elles assurent la totalité de l'approvisionnement du marché local. Leurs unités ont produit 12,2 millions de tonnes en 2006 et le marché en a consommé 11,36 millions, soit un taux d'utilisation de 93%. Et les prévisions du marché montrent une inadéquation de l'offre par rapport à la demande. La demande explose et l'offre ne suit pas. Les capacités de production des différentes usines du pays vont croître du double. De 12,2 millions de tonnes actuellement, il est prévu de les porter à 24,2 millions en 2010.

la situation du secteur cimentier, qui s'explique par une demande très forte et une offre réduite, favorise des comportements contre la libre formation des prix par le jeu de l'offre et de la demande.

Travail à faire

- 1- Donner les caractéristiques du marché du ciment au Maroc : le produit, l'offre, la demande, le prix et le régime du marché. (0,75)
- 2- Les entreprises présentes sur le marché peuvent elles, légalement coordonner leurs actions en matière de fixation des prix ? Justifier (0,25)
- 3- Une guerre des prix entre les entreprises est elle possible dans le cas du marché marocain du ciment ? Justifier. (0,25)
- 4- Préciser le rôle des pouvoirs publics pour protéger les consommateurs contre les pratiques illicites de formation des prix. (0,5)
- 5- Préciser les conséquences de la hausse du prix du ciment sur le marché de l'immobilier (0,75)

Document 2

Une entreprise a réalisé une invention qui s'est traduite par la mise sur le marché d'un produit P, dont il détient le monopole. Pour fixer son prix de vente, elle a réalisé un sondage pour déterminer le prix d'acceptabilité. Les quantités qui peuvent être vendues en fonction de plusieurs niveaux de prix sont fournies dans le tableau suivant :

| Prix de vente | Quantités |
|---------------|-----------|
| 12 | 400 |
| 11 | 500 |
| 10 | 600 |
| 9 | 700 |

Après évaluation des conditions de production de ce produit les coûts unitaires en fonction de plusieurs niveaux d'activités ont été les suivants.

| Quantités | Coûts unitaires |
|-----------|-----------------|
| 400 | 7 |
| 500 | 6,2 |
| 600 | 6 |
| 700 | 7 |

Travail à faire

- 6- Calculer dans un tableau : le coût total, le coût moyen, le coût marginal, la recette totale, la recette moyenne et le résultat total. En déduire la quantité optimale. (1,25)
7- Justifier la détermination de la quantité optimale. (0,25)

Dossier N° 2 : L'intervention de l'Etat

Document 3

Au Maroc, les dernières statistiques sur l'emploi, relatives à la fin du troisième trimestre 2009, situent le chômage à 9,8%. Qu'est-ce qui explique donc le décalage entre ces faibles niveaux de chômage ? Tout simplement le fait qu'une partie non négligeable des actifs accepte de travailler quelles que soient les conditions offertes...Cela s'appelle le sous-emploi. Sur les 10 209 000 personnes actives occupées 1.046.000 sont sous employées. Le niveau de chômage subit, entre autres, l'influence (positive ou négative) du sous-emploi. Si l'on prend l'exemple du troisième trimestre 2009, on constate en effet que tandis que le taux de chômage a reculé de 0,1 point par rapport à la même période de 2008, en passant de 9,9% à 9,8%, celui du sous-emploi a par contre augmenté de 0,8 point en s'établissant à 10,2% contre 9,4% un an auparavant (9,6% pour l'ensemble de l'année 2008). En schématisant un peu, on pourrait ainsi considérer qu'environ 20% de la population active sont en situation de précarité.

Travail à faire

- 8- Calculer et interpréter le taux du sous-emploi. (0,5)
9- Caractériser les situations de précarité des emplois. (0,5)
10- Expliquer la faiblesse du taux de chômage au Maroc. (0,5)

Document 4

Pour le gouvernement, l'objectif de la politique budgétaire est de stimuler la croissance pour relever le niveau de vie et résoudre le problème persistant du chômage élevé des jeunes. Mais il est confronté à des perspectives peu favorables. La croissance potentielle de la demande extérieure, notamment en Europe, a été révisée à la baisse. Par ailleurs, la compétitivité est un sujet de préoccupation et, plus généralement, une stratégie de croissance fondée sur la demande intérieure, comme cela a été le cas au Maroc ces dernières années, risque de ne pas aboutir aux taux de croissance souhaités à moyen et long terme. Pour le FMI, il demeurera primordial «de préserver la stabilité macroéconomique au moyen d'une politique budgétaire saine, résultat notable de ces dernières années».

Travail à faire

- 11- A partir du document reproduire et compléter le tableau de l'annexe. (0,5)
12- Quelles sont les mesures à entreprendre dans le cadre de la politique budgétaire pour stimuler la croissance, améliorer le niveau de vie et réduire le chômage. (1)
13- Relever et expliquer les contraintes qui limitent la réalisation de ces objectifs. (0,5)

Annexe

| Types de politiques économiques | Objectifs de la politique économique |
|---------------------------------|--------------------------------------|
| Politique de relance | |
| Politique de stabilisation | |

Document 5

Les banques peuvent souffler ! Elles viennent de recevoir une énième bouffée d'oxygène qui vaut 9 milliards de DH ! C'est le montant libéré, c'est-à-dire en mesure d'être transformé en crédit, suite à la baisse du taux de la réserve monétaire qui est passé de 8% à 6% décidée par Bank Al Maghrib. Cette mesure, entrée en vigueur le 1er avril, est la troisième du genre prise en moins d'une année pour venir en aide à un marché dont la sous-liquidité menace d'asphyxier le financement de l'économie. Et pourtant, depuis plusieurs mois, la Banque centrale injecte, en moyenne hebdomadaire, 19 milliards de DH sur le marché monétaire par le biais des appels d'offres alors que le montant demandé dépasse allègrement 30 milliards.

Or depuis presque deux ans, les dépôts de la clientèle, qui constituent l'essentiel des ressources bancaires, évoluent mollement, alors que, même s'il a beaucoup ralenti, le rythme de progression des crédits reste soutenu.

Dans l'ensemble, le revenu national brut disponible croît régulièrement à une cadence plus élevée (+7,5% en 2007 et +11,2% en 2008). Le problème est que la propension à consommer reste scotchée autour de 71% (71,42% en 2008 : 55,53% pour les ménages et 15,89% pour les administrations) et le taux d'épargne en dessous de 30%.

De fait, la faible progression des dépôts est davantage expliquée par des facteurs externes que l'on retrouve, entre autres, au niveau de la balance courante déficitaire de l'ordre de 36 milliards de DH en 2008 et 2009. Par poste, il y a d'abord le tassement des transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE) Ensuite, le déficit de la balance commerciale qui s'est creusé au cours des dernières années se traduit par une dépréciation des ressources bancaires potentielles. Autres facteurs invoqués, l'augmentation progressive des dotations voyages, le repli des recettes voyages consécutif à la morosité de l'économie mondiale et, dans une certaine mesure, la hausse des rapatriements des dividendes des investisseurs étrangers et/ou des désinvestissements. Le manque de liquidité persistera tant que la balance courante sera déséquilibrée. Un autre élément que beaucoup ne soupçonnaient pas : le choix du Trésor, depuis quelques années, de privilégier le financement en dirham. Ici, il n'est pas question d'effet d'éviction, l'idée est que les devises empruntées sur le marché international se retrouveraient dans le circuit financier et, par conséquent, iraient gonfler, pour un moment, les ressources bancaires

Travail à faire

- 14- Relever du document les causes de la sous liquidité bancaire. (1)
- 15- Relever du document les instruments utilisés par Bank Al Maghrib pour subvenir les trésoreries bancaires. (0,5)
- 16- Comment Bank Al Maghrib peut utiliser les techniques d'open market pour stimuler les ressources bancaires. (0,5)
- 17- Les facilités de dépôts et les reprises de liquidité sont elles justifiées dans le contexte actuel du marché monétaire. Justifier. (0,5)
- 18- Pourquoi la banque centrale limite les injections de liquidité à 19 milliards de DH alors que la demande bancaire est de 30 milliards. (0,5)
- 19- Préciser l'impact des sous liquidités bancaires sur la croissance économique du pays. (0,5)
- 20- Sachant que la consommation des ménages est de 413.592 millions de DH, que l'investissement est de 250.230 millions de DH et que les revenus et transferts nets reçus de l'extérieur sont de 55.950 millions de DH.
Calculer
 - a- Le revenu national brut disponible,
 - b- L'épargne nationale brute
 - c- Le produit intérieur brut.
 - d- Le taux d'épargne et le taux d'investissement
 - e- Interpréter le taux d'épargne et le taux d'investissement. (2)

Dossier N° 3 : Les échanges extérieurs

Document 6

On s'y attendait un peu puisque c'est par là que la crise s'est incrustée et c'est là où ses manifestations apparaissent plus clairement qu'ailleurs : les comptes extérieurs pour l'année 2009, finalisés depuis quelques jours par l'Office des changes, ne sont, globalement, pas bons. Pour la deuxième année consécutive, la balance des paiements est en déficit. Il faut toutefois relever que ce déficit d'à peine 1,6 milliard de DH est largement inférieur à celui de l'exercice 2008 qui s'était achevé avec un solde négatif de 11,5 milliards de DH. Cette baisse du déficit ne provient pas de l'activité économique résidant en l'exportation de biens et services, notamment, mais principalement des opérations financières du secteur public, autrement dit de l'augmentation des emprunts au titre de la dette extérieure publique. Sans doute, est-ce pour cette raison que l'indicateur le plus important, le plus suivi, si l'on peut dire, demeure le compte des transactions courantes indicateur de performance économique à l'export. Celui-ci a enregistré un déficit de 36,8 milliards de DH, soit quasiment le même niveau qu'en 2008 (35,9 milliards de DH). Il faut rappeler qu'en 2007, le déficit du compte des transactions courantes avait été de 571 millions de DH.

Document 7

Evolution du solde de la balance des opérations courantes en millions de DH

| Postes | 2008 | 2009 | Variation en% |
|--------------|-------|--------|---------------|
| Marchandises | -151 | -133,3 | |
| Services | 51,5 | 45,3 | |
| Revenus | -4,07 | -7,35 | |
| | ... | ... | |

Travail à faire

- 21-Calculer le taux de variation du solde de la balance des paiements et celui de la balance des opérations courantes entre 2008 et 2009. (0,5)
- 22- Nommer le poste qui manque dans le tableau et calculer son solde au titre des deux années. (0,25)
- 23- Reproduire le tableau et calculer le taux de variation des différents postes de la BOC. (1)
- 24- Interpréter l'évolution du solde de la balance des paiements et celui de la BOC (0,25)
- 25- A partir du document, des données du tableau et des connaissances acquises, expliquer les causes de l'évolution constatée.(1,5)

Synthèse (3)

Pour le FMI, il demeurera primordial «de préserver la stabilité macroéconomique au moyen d'une politique budgétaire saine »

Montrer en se basant sur les documents 4, 5, et 6 pourquoi le FMI préconise une telle politique

| الامتحان التجريبي الموحد للباكالوريا | | | |
|--------------------------------------|-------------|----------------------------|--------|
| دورة ماي 2010 | | | |
| 6 | المعامل | الاقتصاد العام و الإحصاء | المادة |
| 3س | مدة الانجاز | العلوم الاقتصادية والتدبير | الشعبة |
| | | العلوم الاقتصادية | المسلك |

Corrigé indicatif

Document 1

1- (0,75)

Les caractéristiques du marché du ciment au Maroc :

- Le produit : le ciment
 - L'offre : elle est formée de quatre entreprises qui réalisent une production de 12,2 millions de tonnes annuellement
 - La demande : elle résulte des entreprises de construction, de BTP, des ménages, des administrations publiques. Elle est estimée à 11,36 millions de tonnes.
- Le prix : il est fixé sur la base des coûts de production de chaque entreprise en tenant des conditions de marché.
- L'offre émane de quatre entreprises : il, s'agit d'un oligopole.

2- (0,25)

Non, car la loi interdit toutes les actions concertées, conventions, ententes ou coalitions expresses ou, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elles tendent à faire obstacle à la formation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse.

3- (0,25)

Une guerre des prix dans le cas du marché du ciment n'est pas justifiée, car il y a une inadéquation de l'offre par rapport à la demande. La demande explose et l'offre ne suit pas.

4- (0,5)

Le rôle des pouvoirs publics pour protéger les consommateurs contre les pratiques illicites de formation des prix :

- Application des lois relatives à la liberté des prix et de la concurrence
- Encouragement des investissements dans le domaine de la production du ciment.
- Le cas échéant faciliter les importations du ciment.

5- (075)

Selon la règle de la répercussion du coût sur le consommateur final, les prix des logements, entre autres, s'envoleront encore plus. Et arrivé à un seuil déterminé, les acheteurs se feront rares. Par conséquent, l'immobilier va stagner et les promoteurs essuieront des pertes considérables. L'euphorie immobilière, au lieu de stimuler l'économie, va la pénaliser.

6- (1,25)

| Q | PV | RT | Rm | CT | CM | Cm | PT |
|------------|-----------|--------------|----------|--------------|----------|----------|--------------|
| 400 | 12 | 4.800 | 9 | 2.800 | 7 | 2, | 2.000 |
| 500 | 11 | 5.500 | 7 | 3.100 | 6,2 | 3 | 2.400 |
| 600 | 10 | 6.000 | 5 | 3.600 | 6 | 5 | 2.400 |
| 700 | 9 | 6.300 | 3 | 4.900 | 7 | 13 | 1.400 |

7- La quantité optimale est 600 unités : $R_m = C_m$ (0,25)

8- (0,5)

Le taux du sous emploi = $1.046.000 \times 100 / 10.209.00 = 10,25 \%$
 10,25% de la population occupée sont sous employés

9- (0,5)

Les caractéristiques des situations de la précarité des emplois :

- Le sous emploi : nombre insuffisant d'heures de travail et les situations d'emploi inadéquat.
- Les CDD
- L'intérim
- Les stages

10- (0,5)

Le taux de chômage est faible :

- Une proportion de la population est occupée dans des emplois précaires
- Une partie de la population n'est pas appréhendée par les statistiques relatives à l'emploi.

11- (0,5)

L'idée qui montre la politique budgétaire de relance : « l'objectif de la politique budgétaire est de stimuler la croissance pour relever le niveau de vie et résoudre le problème persistant du chômage élevé des jeunes »

L'idée qui montre la politique budgétaire de stabilisation : « préserver la stabilité macroéconomique au moyen d'une politique budgétaire saine »

12- (1)

Les mesures à entreprendre dans le cadre de la politique budgétaire pour stimuler la croissance, améliorer le niveau de vie et réduire le chômage :

- Augmenter l'investissement public et encourager l'investissement privé ;
- Baisser les impôts ;
- Augmenter les revenus pour stimuler la demande interne

13- (0,5)

Les contraintes qui limitent la réalisation de ces objectifs :

- Limitation de la demande intérieure ;
- Baisse de la demande extérieure ;
- Faiblesse de la compétitivité

14- Les causes de la sous liquidité bancaire :

- Faible évolution des dépôts due à l'insuffisance de l'épargne
- Le tassement des transferts des MRE
- L'augmentation du déficit de la balance commerciale
- La diminution des recettes touristiques
- La hausse des rapatriements des dividendes et des désinvestissements
- Le recours du trésor au financement interne (1)

15- Les instruments utilisés par Bank Al Maghrib pour subvenir les trésoreries bancaires :

- La baisse du taux de la réserve obligatoire
- Les avances par le biais des appels d'offres. (0,5)

16- Bank Al Maghrib peut utiliser les techniques d'open market pour stimuler les ressources bancaires par les rachats auprès des banques de titres en particulier les bons de trésors que celles-ci détiennent en portefeuille. (0,5)

17- Les facilités de dépôts et les reprises de liquidité ne sont pas justifiées dans le contexte actuel du marché monétaire. En effet ces techniques sont utilisées dans les cas de surliquidité du marché. (0,5)

18- la banque centrale limite les injections de liquidité à 19 milliards de DH alors que la demande bancaire est de 30 milliards, pour contenir l'inflation. (0,5)

- 19- l'impact des sous liquidités bancaires sur la croissance économique du pays :
- Limitation des crédits et donc baisse de l'investissement et de la consommation.
 - Hausse des taux d'intérêt et baisse de la rentabilité des investissements. (0,5)

20- (2)

- Le revenu national brut disponible = $413.592 / 0,5553 = 744.808$ millions de DH
- L'épargne nationale brute = $744.808 \times (100 - 71,42\%) = 212.866$ millions de DH
- Le produit intérieur brut = $744.808 - 55.950 = 688.858$ millions de DH
- Le taux d'épargne = $212.866 \times 100 / 744.808 = 28,85$
- Le taux d'investissement = $250.230 \times 100 / 688.858 = 36,3$
- L'épargne représente 28,85 % du RNBD
- L'investissement représente 36,3 % du PIB.

21 – (0,5)

- Le solde de la balance des paiements = $(- 1,6 - (- 11,5)) \times 100 / -11,5 = - 86,1 \%$
- Le solde de la balance des opérations courantes = $(-36,8 - (- 35,9)) \times 100 / -35,9 = 2,5 \%$

22- il s'agit des transferts courants (0,25)

23- Le solde de la balance des opérations courantes en millions de DH (1)

| Postes | 2008 | 2009 | Variation en% |
|---------------------|-------|--------|---------------|
| Marchandises | -151 | -133,3 | -11,42 |
| Services | 51,5 | 45,3 | -12,04 |
| Revenus | -4,07 | -7,35 | 80,56 |
| Transferts courants | 67,67 | 58,55 | -13,48 |
| Total | -35,9 | -36,8 | 2,5 |

24- Le solde de la balance des paiements a baissé de 86,1% et celui de la balance des opérations courantes a augmenté de 2,5 %. (0,25)

25- (1,5)

La quasi-stabilité du déficit de la balance des opérations courantes, au titre de 2009, résulte essentiellement de l'allègement du déficit -structurel- de la balance commerciale : (-133,3 milliards de DH contre -151 milliards de DH en 2008), soit un allègement du déficit de 11,7%. Cet allègement est dû à la contraction des importations de marchandises dû lui aussi à la baisse de l'activité économique.

La balance des services continue d'être excédentaire, mais c'est un excédent en recul par rapport à 2008 : +45,43 milliards de DH en 2009, contre +51,5 milliards de DH l'exercice précédent soit -12,5%. Ce recul s'explique par l'impact de la crise sur les flux touristiques et par conséquent sur les recettes de voyages.

Le déficit de la balance des revenus s'est aggravé de 80,6% à -7,35 milliards de DH contre -4,07 milliards en 2008. Il faut rappeler ici que cette rubrique est structurellement déficitaire en raison des engagements du Maroc : La position financière extérieure globale du Maroc est déficitaire.

Les transferts courants ont influé sur le niveau de déficit du compte courant. Le solde de ce poste est certes structurellement excédentaire, c'est même l'une des sources principales de la balance des paiements, mais avec la crise économique, les envois des Marocains résidents à l'étranger (MRE) ont baissé.

Synthèse (3)

Introduction : brève présentation sur les objectifs de la politique de relance et les objectifs de la politique de stabilisation

Développement :

- Présenter des instruments de la politique de relance
- Montrer comment une politique de relance, dans le contexte actuel de la demande extérieure et la limitation de la demande intérieure, risque de provoquer l'augmentation du déficit budgétaire, l'augmentation de la dette publique, le déficit de la balance des paiements et l'inflation.

Conclusion : Mobilisation et rationalisation des ressources internes pour surmonter les impasses actuelles.
